

## **Séance du Conseil Municipal du 21 octobre 2010**

Présents: DONADEY Pierre, BARRIOS BRETON Marie Thérèse, SALTON Gérard, VRIGNON Bertrand, VALLAURI Jean-Claude, DEBOST Bernard, DORDE Maéva, DOTTAIN Laurence, DUQUESNE Céline, HAVARD-CORBIERE Chantal, REYNAUD Gilles, SIMON Raphaël, SOUMATI Marie-Christine, ZIZZO François.

### Procurations :

Mme DUQUESNE Céline à M. le Maire

Melle DORDE Maéva à Mme BARRIOS BRETON M. T.

M. SALTON Gérard à M. DEBOST Bernard

Mme DOTTAIN Laurence à M. VALLAURI Jean-Claude

Mme SOUMATI Marie-Christine à Mme HAVARD-CORBIERE Chantal

Ouverture de la séance du Conseil Municipal à 20h30.

Mme HAVARD-CORBIERE Chantal est élue secrétaire de séance.

### Lecture du PV du dernier conseil municipal du 24 septembre 2010 :

Monsieur le Maire donne lecture du PV qui sera disponible comme à l'accoutumée sur le site Internet de la commune.

Adoption du PV : Unanimité.

### Observations :

#### Plateau de la gare :

Monsieur le Maire souligne l'importance de cet endroit, « zone stratégique » : il rappelle qu'en plus de la crèche sont prévus à cet endroit une salle polyvalente et également une piscine.

Monsieur Gilles REYNAUD informe le conseil de l'état d'avancement du dossier de la crèche ; (le permis de construire doit être déposé prochainement).

# Séance du Conseil Municipal du 21 octobre 2010

## Ordre du jour :

Est retirée une délibération relative au choix du prestataire pour la Web TV.

### 1<sup>er</sup> point : Maison de services publics 14, rue du Château :

Monsieur le Maire rappelle au conseil municipal l'acquisition effectuée par la commune du garage de monsieur BRUSSEAU.

Il informe que ce garage pourrait être aménagé en maison de services publics.

Cette structure pourrait accueillir les permanences de la Sécurité sociale, de la mission locale, de la CAF,

de l'accueil Femmes solidarités, de l'accueil CAUE (Architecture), relais infos, réunions associatives, ou de toute autre organisme utile à la population.

Située en plein cœur du village, cet aménagement est évalué à 76 000 € HT soit 90 896 € TTC.

Des subventions peuvent être obtenues du Conseil régional Provence Alpes Côte d'Azur et du Conseil général des Alpes-maritimes sans toutefois pouvoir dépasser 80 %, dans la mesure où la maîtrise d'ouvrage est confiée à la commune.

Monsieur le Maire propose de retenir ce dossier et d'approuver son plan de financement.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Où l'exposé de monsieur le Maire,

Et après en avoir délibéré, à l'unanimité,

Adopte,

Se prononce favorablement sur le plan de financement prévisionnel suivant :

- Subventions attendues :
  - Etat : 50.00% soit 38 000 €
  - Conseil Régional : 10.00% soit 07 600 €
  - Conseil Général : 18.00% soit 13 680 €
- Total subventions : 59 280 € soit 78.00 %
- Part de la commune HT : 16 270 € soit 22.00 %
- Montant total HT : 76 000 €
- TVA 19.6% : 14 896 €
- Montant total TTC : 90 896 €
- Montant TTC de la part communale : 31 616 €

Autorise monsieur le Maire à signer tous documents, réaliser tous travaux, études et formalités pour réaliser cette opération.

Monsieur Gilles REYNAUD présente au conseil le dossier qu'il a élaboré :

Le projet comprendra:

- \* Deux bureaux cloisonnés avec placard de 10.5 m<sup>2</sup> et 11.5 m<sup>2</sup>,
- \* Un espace polyvalent de 14 m<sup>2</sup>,
- \* Un espace sanitaire handicapé,
- \* Un local entretien,
- \* Un espace accueil de 10.5 m<sup>2</sup>.

La devanture et les cloisons intérieures seront vitrées pour avoir le maximum de lumière possible.

Il faudra prévoir le ravalement de façade avec les autres copropriétaires.

Monsieur le Maire remercie monsieur Gilles REYNAUD pour l'élaboration de ce projet.

## **2<sup>ème</sup> point : Aire multisports du Pré :**

Monsieur le Maire rappelle au conseil municipal le projet de création de l'aire multisports du Pré. Cette structure, où différents sports différents pourraient avoir lieu, serait à la fois destinée aux scolaires, périscolaires et jeunes dans un but de renforcement de la cohésion sociale.

Située en plein cœur du village, elle est évaluée à 80 000 € HT soit 95 680 € TTC.

Des subventions peuvent être obtenues de la Direction départementale de la cohésion sociale, du Conseil régional Provence Alpes Côte d'Azur et du Conseil général des Alpes-maritimes sans toutefois pouvoir dépasser 80 %, dans la mesure où la maîtrise d'ouvrage est confiée à la commune.

Monsieur le Maire propose de retenir ce dossier et d'approuver son plan de financement.

LE CONSEIL MUNICIPAL,  
Où l'exposé de monsieur le Maire,

Et après en avoir délibéré, à l'unanimité,

Adopte,

Se prononce favorablement sur le plan de financement prévisionnel suivant :

- Subventions attendues :
  - Direction départementale de la cohésion sociale : 30% soit 24 000 €
  - Conseil Régional : 30% soit 24 000 €
  - Conseil Général : 18% soit 14 400 €
- Total subventions : 62 400 € soit 78 %
- Part de la commune HT : 17 600 € soit 22 %
- Montant total HT : 80 000 €
- TVA 19.6% : 15 680 €
- Montant total TTC : 95 680 €
- Montant TTC de la part communale : 33 280 €

Autorise monsieur le Maire à signer tous documents, réaliser tous travaux, études et formalités pour réaliser cette opération.

*Ce projet s'intégrera dans un plan d'ensemble entre l'école, l'ouverture d'une voûte du pont de l'armée des Alpes permettant une perspective intéressante, une extension de l'espace des manifestations et de la place Camous.*

### **3<sup>ème</sup> point : Acquisition d'un véhicule :**

#### **Renonciation de l'acquisition d'un véhicule de la CCPP :**

Monsieur le Maire rappelle au conseil municipal la délibération du 24 septembre 2010 relative à l'opportunité d'acquérir un véhicule micro benne de marque NISSAN dont la Communauté de communes du pays des Paillons n'a plus d'utilité.

Deux véhicules étaient proposés au prix de six mille euros l'unité avec un kilométrage de 80000 et 87000km.

Un véhicule pouvait être utile pour les services municipaux.

Après une visite sur place, messieurs VRIGNON et VALLAURI, Adjointes, chargés de ce dossier, ont proposé à monsieur le Maire de ne pas donner suite à cette offre.

La Communauté de communes du pays des Paillons en a été informée.

LE CONSEIL MUNICIPAL,  
Où l'exposé de monsieur le Maire,

Et après en avoir délibéré à l'unanimité,

Prend acte de cette proposition.

#### **Acquisition d'un véhicule de marque IVECO :**

Monsieur le Maire informe le conseil municipal de l'opportunité d'acquérir un véhicule micro benne.

Il fait part des démarches effectuées pour rechercher un véhicule de ce type.

Un véhicule de marque IVECO est en vente au prix de sept mille euros.

Ce véhicule conviendrait pour les services municipaux.

Une délibération est nécessaire pour autoriser monsieur le Maire à effectuer cette acquisition.

LE CONSEIL MUNICIPAL,  
Où l'exposé de monsieur le Maire,

Considérant les crédits disponibles au chapitre 21 du budget M 14 de la commune,

Et après en avoir délibéré à l'unanimité,

Adopte,

Autorise monsieur le Maire à effectuer toutes démarches correspondantes pour cette acquisition et signer tous documents afférents.

*Messieurs VRIGNON et ZIZZO ont essayé le véhicule qui est en bon état et qui convient aux services municipaux.*

#### **4<sup>ème</sup> point : Dissolution du SITALPA :**

Monsieur le Maire donne lecture au conseil municipal d'un courrier du SITALPA informant les communes adhérentes à ce syndicat, Syndicat Mixte Touristique des Alpes d'Aur, de sa décision de se dissoudre à compter du 31 décembre 2010.

Cette décision a été prise du fait de l'insuffisance de moyens financiers et dans le cadre d'une restructuration globale des organismes touristiques au niveau départemental. Le Comité régional du tourisme Côte d'Azur reprendra les compétences.

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L5212-33 et L5211-25-1 du CGCT ;

VU la loi n° 82.213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU l'arrêté préfectoral du 12 décembre 1971 créant le Syndicat intercommunal touristique des Alpes d'Azur et approuvant ses statuts ;

VU l'arrêté préfectoral du 17 février 2000 relatif à la transformation du SITALPA en syndicat mixte ;

Considérant qu'au regard des évolutions récentes dans l'organisation territoriale du département, il apparaît souhaitable de rationaliser et de simplifier le nombre de structures compétentes en matière de tourisme et de regrouper leurs moyens d'intervention en matière de réflexion et de prospective ;

Considérant que suite à la suppression de la subvention de fonctionnement alloué par le Conseil Général des Alpes Maritimes au SITALPA, le maintien du Syndicat ne se justifie plus ;

Considérant que dans ces conditions, la dissolution du SITALPA doit être constatée conformément aux dispositions de l'article L5212-33 du CGCT ;

LE CONSEIL MUNICIPAL,  
Où l'exposé de monsieur le Maire,

Et après en avoir délibéré à l'unanimité,

Prend acte de la dissolution ;

Propose que l'ensemble de l'actif du Syndicat Mixte, dont le montant apparaît dans les documents de clôture, (compte de gestion, compte administratif), soit dévolu au Conseil Général des Alpes Maritimes, tel que le stipule l'article 12 des statuts du SITALPA ;

Propose que le solde de trésorerie, arrêté à la date de clôture définitive, soit réparti entre les membres du syndicat selon la clé de répartition du financement du syndicat telle que prévue dans l'article 7 des statuts ;

Autorise monsieur le Maire à effectuer toutes démarches correspondantes et signer tous documents afférents.

#### **5<sup>ème</sup> point : Biens vacants et sans maître : parcelles C 17, 19 et 24 Quartier Gairaut :**

Monsieur le Maire informe le conseil municipal de la réglementation applicable aux biens sans maître et à l'attribution à la commune de ces biens.

Il expose que le propriétaire des terrains situés dans le quartier Gairaut, Parcelles section C n°17, 19 et 24 d'une contenance de respectivement 95, 2 260 et 17 017 m<sup>2</sup> est décédé il y a plus de 30 ans.

Il a par ailleurs obtenu des services cadastraux, l'assurance que le dernier propriétaire est bien dénommé FULCONIS / ROCH et apparemment sans héritiers connus.

Les biens sont à l'état d'abandon.

A notre connaissance, l'Etat n'est pas entré en possession de ces biens.

Ces biens reviennent dans ce cas à la commune.

Monsieur le Maire propose de se rendre propriétaire de ces biens par l'adoption de cette délibération.

LE CONSEIL MUNICIPAL,  
Où l'exposé de monsieur le Maire,

Et après en avoir délibéré à l'unanimité,

Vu le code général des collectivités territoriales,  
Vu le code général de la propriété des personnes publiques, notamment ses articles L 1123-1 et L 1123-2,  
Vu le code civil, notamment son article 713,

Accepte de se rendre propriétaire de ces biens situé Quartier Gairaut, Parcelles section C n°17, 19 et 24 d'une contenance de respectivement 95, 2 260 et 17 017 m<sup>2</sup> et exercer ses droits en application des dispositions de l'article 713 du code civil pour les raisons suivantes :

- Terrains à l'état d'abandon ;
- Aucune manifestation de propriétaire depuis 1956 ; (renseignements pris auprès du service des Hypothèques) ;

Autorise monsieur le Maire à effectuer toutes démarches et signer tous documents afférents.

#### **Questions diverses :**

##### **Travaux SNCF :**

Monsieur le Maire informe que les travaux de confortement du talus appartenant à la SNCF situé avant le tunnel routier menant à Lucéram ont commencé. La circulation, règlementée par des feux tricolores, s'effectue en sens alterné.

Durant la semaine du lundi 25 au vendredi 29 octobre 2010, un tir de mine aura lieu pour purger l'éperon menaçant ;(100m3).

Les riverains seront évacués pendant deux heures environ.

Une déviation sera mise en place pour les véhicules légers et la circulation interdite aux poids lourds pendant 36 heures.

Des dispositions ont été prises pour informer le public et apporter à chacun le moins de gêne possible. Ces travaux étaient attendus depuis près de quatre années !

### **Stationnement sur le pont de l'armée des Alpes :**

Monsieur le Maire rappelle que le code de la route interdit tout stationnement sur un pont. Une « tolérance » était appliquée jusqu'à ce jour.

Lors de la visite du nouveau Commandant de Gendarmerie, Olivier BERGER et de son adjoint, le Capitaine Claudio SANALITRO, une stricte application de cette interdiction a été demandée par les autorités.

La commune recherche des solutions pour mettre en place un stationnement à durée limitée, (zone bleue), au niveau des commerces situés au bout du pont ; une dizaine de places seront concernées pour permettre une rotation des véhicules. Une concertation sera effectuée pour aboutir à un accord avec les commerçants concernés.

D'ores et déjà, la pose de potelets pour sécuriser cette zone a recueilli la satisfaction de tous.

### **Questions du public :**

#### **Travaux rue du Château :**

Les travaux de réfection de la chaussée et des trottoirs de la route départementale du groupe scolaire vers le col de Nice vont débuter prochainement.

Ce projet, travaillé par les élus et la subdivision Littoral Est du conseil général des Alpes-maritimes va enfin pouvoir être réalisé après avoir été programmé en septembre 2009 puis mars 2010, puis juin 2010.

La sécurité des piétons et faire ralentir les véhicules sont avant tout recherchés en plus du but esthétique par des aménagements divers.

L'entrée en venant du col de Nice est en cours d'aménagement : îlot central, recalibrage de la chaussée, création de trottoirs pour ralentir les véhicules et sécuriser les cheminements piétons.

L'aménagement de cette voie départementale sera ainsi terminé après la réalisation l'an dernier de la section Est allant de l'entrée de Lucéram et du Touët de L'Escarène jusqu'au pont de l'armée des Alpes.

**Le Conseil Municipal ayant examiné tous les points mis à l'ordre du jour, la séance est levée.**